

Première famine climatique

Dossier de la rédaction de H2o
January 2022

La région Sud de Madagascar connaît l'un des pires épisodes de sécheresse depuis 40 ans, une situation très difficile qui est amplifiée par les impacts de la pandémie COVID-19 et d'autres chocs covariables, et qui a entraîné une détérioration de la sécurité alimentaire, avec un risque de famine dans certaines des communes les plus touchées. Le 12 décembre, la Banque mondiale a fourni 100 millions de dollars supplémentaires pour préserver les moyens de subsistance et améliorer la sécurité alimentaire dans le sud du pays. Ce nouveau financement, qui comprend 50 millions de dollars provenant du Guichet spécial de financement de riposte à la crise, s'inscrit dans le cadre de l'engagement continu de la Banque mondiale visant à renforcer la riposte du gouvernement à la crise provoquée par la sécheresse, à réduire les vulnérabilités et à améliorer la résilience des communautés et la durabilité des systèmes de production alimentaire et de subsistance. Il s'appuie sur les objectifs du projet initial Mionjo pour relever les défis de développement à long terme des régions du Sud et renforcer les institutions locales. Ce financement additionnel bénéficiera à plus de 920 000 personnes dans 14 districts de trois régions du Sud (Anosy, Androy, Atsimo Andrefana), qui sont parmi les plus sévèrement touchés par la crise. "Aucun développement ne pourra être réalisé dans le Sud de Madagascar, l'une des régions les plus pauvres du pays, si le cycle actuel de la sécheresse n'est pas rompu. Grâce à ce nouveau soutien, qui porte le financement du projet Mionjo à 200 millions de dollars, nous cherchons à établir un lien entre la reprise à court terme et un soutien aux moyens de subsistance à moyen terme, de même qu'à choisir des interventions de reverdissement plus efficaces afin de réhabiliter les systèmes de production alimentaire et de subsistance des populations", a déclaré Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Est et australe.

Les activités du projet bénéficieront d'une collaboration intersectorielle entre quatre ministères et impliquent des investissements dans l'agriculture, l'eau, l'environnement et la décentralisation. Au niveau des ménages, l'objectif est de fournir aux personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire une aide immédiate sous forme d'eau et de transferts monétaires, ainsi que des innovations adaptées au climat, afin de relancer leurs activités agricoles et les aider à retrouver leurs moyens de subsistance et leurs biens. Au niveau des villages, le projet améliorera les sources d'approvisionnement en eau pour les rendre plus efficaces et capables de soutenir la consommation humaine et animale, et dans certaines zones, la production irriguée d'aliments riches en nutriments. Les interventions permettront également de restaurer les écosystèmes dégradés grâce au reboisement et à l'installation de brise-vents. Elles contribueront aussi à améliorer la gestion communautaire de l'eau et des autres ressources naturelles qui sont fondamentales pour maintenir des moyens de subsistance productifs et résilients. En réponse aux menaces posées par les criquets, ce financement supplémentaire permettra également de financer des mesures de surveillance et de lutte antiacridienne menées par le Centre national de lutte antiacridienne, avec le soutien technique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Banque mondiale